

Projet de paix

Par [Laurent Joffrin](#) — 24 novembre 2015 à 19:36

- [Projet de paix](#)

Édito

Si nous ne les combattons pas, ils ne nous attaqueront pas... Au nom de ce raisonnement d'apparence logique, une partie de l'opinion, discrète mais qu'on entendra de plus en plus, met en cause la politique de la France en Syrie et en Irak. Qu'allons-nous faire dans ces terres lointaines et hostiles, dit-on, avec une coalition disparate, des objectifs flous et des alliés qui, souvent, ne sont guère plus présentables que nos ennemis ? Deux risques peuvent se conjuguer : de bombarder en vain et d'attirer sur nous de nouvelles attaques terroristes. La question n'a rien de déplacé ou d'incongru. On n'engage pas à la légère un pays dans des opérations militaires, en risquant la vie de tant de soldats et de civils, sans des motivations puissantes. Mais à l'inverse, le refus de la guerre peut-il nous protéger ? Un simple rappel chronologique. Les attentats perpétrés par Mohamed Merah ou Mehdi Nemmouche ont eu lieu avant l'intervention française en Syrie. Ils ne sauraient être interprétés comme des répliques à une quelconque agression. De la même manière, la tuerie de *Charlie Hebdo* ou celle de l'Hyper Cacher ne procédaient d'aucun raisonnement géopolitique; il s'agissait de punir un supposé blasphème, ou de tuer des juifs parce qu'ils étaient juifs. C'est l'erreur de ceux qui veulent à tout prix rationaliser ou sociologiser le comportement de l'ennemi. Le fanatisme n'est pas seulement un phénomène social. Il a des causes autonomes, intrinsèques. Il profite des injustices de la société pour recruter. Mais il obéit à une logique qui souvent nous échappe. Ben Laden n'a pas organisé le 11 Septembre pour lutter contre les inégalités sociales. Il a commis ce crime hors-norme pour promouvoir son projet fou de califat mondial. Aussi bien, croit-on que le retrait du monde nous protégerait de ses calamités ? Fallait-il abandonner le Mali à son sort et laisser les islamistes transformer ce pauvre pays en prison théocratique et, surtout, en base étatique qui donnait au jihad en Afrique une force décuplée ? Croit-on que les progrès de l'islamisme sur ce continent se feraient sans menacer des pays amis et sans nous menacer à terme ? Appuyé sur un territoire, comme naguère en Afghanistan avec les talibans, ou aujourd'hui avec ce pseudo-Etat islamique, entre l'Irak et la Syrie, le terrorisme mondial ne dépose pas les armes. Il les tourne vers de nouvelles cibles. Et nous sommes par définition dans le viseur. Encore faut-il, dans cette guerre qu'on nous oblige à faire, définir les buts poursuivis et la stratégie nécessaire à leur accomplissement. C'est là que la critique devient utile. L'expérience des dix dernières années n'est guère édifiante. Aussi justifiée soit-elle, l'action de guerre ne peut se passer d'un projet de paix, qui passe par la reconstruction d'un Etat et la stabilisation d'une région. Ce projet a cruellement manqué en Irak et en Afghanistan, sans parler de la Libye vouée à une meurtrière anarchie. Et si ce projet manque, mieux vaut s'abstenir ou bien lutter par d'autres moyens. Pour cette raison, l'intervention de soldats occidentaux en Irak et en Syrie déboucherait probablement sur une situation intenable. Une force terrestre engagée là-bas aurait vite fait d'être tenue pour une armée d'occupation, sujette à toutes les représailles, en même temps qu'à l'hostilité des populations qu'elle est censée secourir. L'action aérienne, en liaison avec des alliés sur place, est la seule

envisageable dans l'immédiat, aussi lente soit-elle. Elle peut contenir le mal à défaut de le réduire. Le reste dépend d'une action diplomatique et politique. «*Le parti commande aux fusils*», disait le général Giap. Plus que jamais, loin des exaltations guerrières qu'on entend sur la droite de l'échiquier, l'intelligence politique doit orienter la guerre qui commence.

[Laurent Joffrin](#)